

Mercredi 18 octobre 2017

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - Tél : 01 48 01 85 85 - E-mail : poi@fr.oleane.com - www.partiouvrierindependant-poi.fr

Macron persiste et signe...

Sur TF1, il affirme que les riches sont les « premiers de cordée »...
La vérité : la précarité fait place à la misère

La paupérisation avance : en 2006, 5,8 % des personnes ne pouvaient plus prendre de repas complet lors d'une journée sur deux semaines ; en 2014, elles sont 9,3 %. En 2006, 15,3 % ne mangeaient ni viande ni poisson un jour sur deux ; en 2014 elles sont 21 %. En 2014-2015, 7,7 millions de personnes sont en insécurité alimentaire, pour raison financière. En 2015, 4,8 millions sont inscrites à l'aide alimentaire dont un tiers d'enfants de moins de 15 ans.

Ces quelques chiffres montrent nettement l'accroissement des inégalités sociales. Et des problèmes de santé publique qui en découlent : 28 % d'obésité, 48 % d'hypertension artérielle chez les hommes, 8,9 % de diabète et des déficits vitaminiques.

Mais en ce moment se tiennent « les états généraux de l'alimentation » – grand-messe macronienne, pour quoi faire ? Accoucher d'une loi pour sécuriser le monde agricole : aller vers la souveraineté alimentaire de la France pour obtenir 50 % de conventionnel amélioré et 50 % de bio ; pourquoi pas et « en même temps », les aides au maintien de l'agriculture bio sont supprimées ! Les dirigeants du groupe Intermarché se réjouissent de la tenue des états généraux de l'alimentation, car il est temps de changer de modèles alimentaires, choisir la qualité, plutôt que l'agriculture productiviste ; disent-ils. À voir ! Et aussi faire comprendre le désengagement de l'État, et l'implication des territoires et des collectivités qui devront assurer. Assurer quoi, avec quoi ? Il faut faire plus avec moins. Les dotations diminuent sévèrement. Les collectivités ne pourront plus financer les services nécessaires à la population. Ces services publics locaux diminueront, disparaîtront, seront peut-être remplacés par des services privés payants mais inaccessibles à la population en difficulté, en précarité. La précarité touche toutes les couches sociales de la population, un enfant sur cinq vit dans une famille pauvre ; jeunes, étudiants, chômeurs, aussi seniors retraités, salariés, indépendants actifs, artisans, commerçants, agriculteurs ; inutile de décliner les conséquences dramatiques, désastreuses de cette situation.

Pourtant, mardi 17 octobre, c'était la journée pour l'élimination de la pauvreté !

Aussi plus que jamais, le Comité de résistance et de reconquête a été créé samedi 14 octobre, en présence de 122 délégués appartenant à différentes organisations syndicales, politiques, des élus, prend toute sa place. Pour résister contre la violence des attaques de Macron, et à sa puissance de destruction de nos protections sociales, reconnaissant lui-même qu'il n'est pas là pour nous protéger, mais pour nous armer pour le changement et il ajoute « je fais ce que je dis » ! Pour répondre à son arrogance, les fainéants, les gens de rien, les cyniques, les fouteurs de bordel veulent travailler, pas pour s'acheter un costard, mais pour vivre dignement dans une République une et indivisible, au sein d'une réelle démocratie, et pour reconquérir nos acquis gagnés dans la lutte de classe.

Chaque semaine, lisez *Informations ouvrières* ! Abonnez-vous !